A CONTRE COURANT
SYNDICAL ET POLITIQUE
ISSN 0997 6922
N°221 - 1,50 € - Janvier-Février 2011
Pour l'Emancipation Sociale !

L'étincelle

« *Une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine..* » (Mao). En l'occurrence, il aura suffi (si l'on peut dire) qu'un étudiant chômeur tunisien s'immole par le feu pour protester contre une exaction policière pour déclencher un soulèvement qui, en quelques jours, allait balayer une dictature qui avait opprimé son peuple plus de deux décennies durant. Qu'il ait fallu l'intervention d'une armée que le clan Ben Ali avait négligée et celle d'un mentor états-unien peu désireux de se laisser embarquer dans un nouveau scénario iranien, n'enlève rien au fait que c'est bien un soulèvement populaire qui a rendu impossible le maintien au pouvoir d'un régime corrompu en faisant voler en éclats sa façade de légitimité.

Sans préjuger de la suite de cette insurrection en Tunisie même, on peut déjà noter combien elle a produit des effets inattendus ailleurs, souvent là où on ne l'attendait pas. A commencer par la France où elle a révélé un autre aspect de « nos » gouvernants, depuis un Sarkozy tétanisé par des événements qu'il n'avait pas vu venir jusqu'à une Alliot-Marie impatiente d'exporter le savoir-faire français en matière de répression des manifestations. Il est vrai que, depuis un certain 17 octobre 1961, la police française est en mesure d'en remontrer à bien d'autres dans l'art de réprimer des manifestations de Nord-Africains, tout en étant capable de faire disparaître les dizaines de cadavres de ces victimes… Mais cela nous aura aussi permis de (re)découvrir l'inénarrable DSK en Monsieur Loyal du capital financier international, adressant au ci-devant président de la République tunisienne un vibrant éloge de bon élève du FMI et de modèle de dirigeant de « *pays émergent* ». Cela n'est pas sans rappeler le précédent du « *Danube de la Pensée* », alias Nicolas Ceausescu, lui aussi félicité en son temps pour sa docilité envers les gnomes de Washington, et qui aura fini sa carrière un soir de Noël arrosé… de quelques rafales de mitraillette.

Tyrans de tous les pays, méfiez-vous des compliments du FMI : ils ont valeur de glas ! C'est ce que doivent se répéter, entre autres, les « *frères* » de Ben Ali, les Mohamed VI, Bouteflika, Kadhafi, Moubarak, Assad et autre roitelet jordanien, sans compter les Al Saoud, nouveaux hôtes du dictateur déchu et de sa tonne et demie d'or, qui prennent déjà des précautions pour éviter de connaître le même sort, maniant la carotte des subventions aux produits de première nécessité et le bâton des hausses de salaires des membres des forces de sécurité, ultime rempart de leur régime vermoulu. Ainsi, de Tunis à Ryad en passant par Paris et Washington, la révolte du peuple tunisien, pourtant encore modeste dans ses effets, a fait tomber les masques en révélant simultanément l'extrême fragilité des pouvoirs en place, leur cynisme sans rivage et leur profonde solidarité.

Que demain se produisent des événements semblables ailleurs, en Chine ou en Inde par exemple, et c'est un ouragan qui déferlera sur la planète !

Soutien à la libération des peuples - *CÔTE D'IVOIRE*

Extraits de la déclaration du Collectif pour une tendance révolutionnaire du NPA (8.01.2011)

Près de 200 morts : terrible bilan des affrontements après le second tour des élections présidentielles le 28 novembre. Ce jour-là, Alassane Ouattara a été proclamé vainqueur par une commission électorale prétendument indépendante, en fait acquise à sa cause et soutenue par la « communauté internationale », tandis que le Conseil constitutionnel, affidé à Gbagbo, proclamait le triomphe de celui-ci. Tous deux s'affichent depuis lors en présidents officiels…Une intervention militaire pilotée par les impérialismes occidentaux sous couvert de la CEDEAO (Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest) est imminente, visant à renverser Gbagbo, le remplacer par Ouattara et au final accroître encore leur tutelle sur ce pays semi-colonial déjà ravagé par huit ans de guerre civile ouverte ou larvée.

Ouattara est un agent stipendié de l'impérialisme américain, Gbagbo un dictateur raciste qui a longtemps servi les intérêts de la France avant d'être lâché par elle.

La situation de violentes tensions est le paroxysme d'une crise ouverte par le coup d'État manqué contre Gbagbo en 2002. Depuis, le pays est coupé en deux, le Nord contrôlé par les «Forces nouvelles» acquises à Ouattara et le Sud par les forces officielles aux ordres de Gbagbo. Les impérialistes ont bien essayé de soutenir une politique de «réconciliation nationale», en imposant la présence de ministres de l'opposition et de la rébellion au sein du gouvernement Gbagbo, dans le sillage des accords de Marcoussis de janvier 2003 sous l'égide de la France. Mais ces tentatives ont lamentablement échoué, car Gbagbo n'a que partiellement obtempéré aux exigences toujours plus grandes de l'impérialisme. L'emploi de la force a dès lors prévalu, avec l'opération «Licorne» (4000 soldats français)…C'est pour mettre fin à cette situation d'insécurité des « ressortissants » occidentaux et du butin qu'ils se partagent, que les impérialistes se sont entendus pour mettre fin au règne de Gbagbo.

Rien d'étonnant à ce que la «communauté internationale» soutienne Ouattara, pur produit des États-Unis où il a fait ses études d'économie. Il a prouvé sa parfaite soumission aux exigences du capitalisme le plus effréné : il fut gouverneur de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest, puis 1er ministre de la Côte d'Ivoire (1990 à 1993)… Il a privatisé à tour de bras et plongé la population ivoirienne dans une pauvreté exacerbée. Il a également *[effectué les basses besognes du]* FMI et ses plans d'ajustement structurel, puisqu'il en a été haut fonctionnaire pendant des années, jusqu'au poste de directeur général adjoint.

Gbagbo, issu d'un milieu plus modeste, a fait une partie de ses études en France. Enseignant d'histoire, syndicaliste actif, opposant au régime dictatorial d'Houphouët-Boigny (de 1960 à 1990), Gbagbo a été plusieurs fois emprisonné dans les années 1970 et 1990 quand Ouattara était 1er ministre. Il a fondé le Front populaire ivoirien, affilié à la mal nommée «Internationale socialiste» (dont est membre le PS français), a tissé des réseaux dans la mitterrandie, ce dont témoigne le soutien de J. Lang ou H. Emmanuelli, jusqu'au scrutin, et, encore aujourd'hui, Roland Dumas. Toutefois les liens avec le PS se sont distendus depuis quelques années, Gbagbo ayant remis en cause la primauté de l'impérialisme français, (coups de force militaires contre les troupes françaises et manifestations anti-françaises). Cela n'en fait pas pour autant un nationaliste anti-impérialiste. Il n'a jamais remis en cause les intérêts des capitalistes français présents dans son pays, les Bouygues, Bolloré et consorts. Il a en revanche cherché à diversifier ses soutiens, en accueillant les **investissements américains** par l'implantation de firmes américaines, mais aussi la venue des **capitaux chinois.**

Les différentes fractions de la bourgeoisie de la Côte d'Ivoire sont soutenues chacune par des puissances impérialistes. La Côte d'Ivoire riche en matières premières : café, cacao, bois, pétrole off shore… Les capitalistes français ont pu rafler, tout au long des années 1990 et 2000, les juteux marchés qu'a engendrés la privatisation massive de tous les secteurs clés : eau, électricité, transports… Outre les quelque 500 PME françaises présentes en Côte d'Ivoire, les fleurons du capitalisme français le plus rapace y contrôlent les principales ressources économiques : Bolloré les transports ferroviaires et les activités portuaires, Bouygues les secteurs de l'eau et de l'électricité, Vinci de nombreux chantiers de construction dont celui du palais présidentiel. Pour protéger son pré carré néo-colonial, la France a envoyé, ses barbouzes et réseaux de mercenaires et des troupes,(1000 soldats et centaines de casques bleus).

Le **capitalisme états-unien** s'est aussi installé en Côte d'Ivoire, via certaines firmes comme Umic dans le secteur du pétrole off shore ou Philip Brothers dans celui du cacao ; Ocean Energy et Ranger Oil entendent bien monopoliser les investissements pétroliers et gaziers. **La Chine** est aussi de plus en plus présente (construction automobile, industrie portuaire, constructions autoroutières, barrages hydroélectriques, raffinage, téléphonie et même... construction de l'Hôtel des Députés). La Chine a multiplié les gestes de coopération: annulation de 40% de la dette bilatérale ivoirienne.

Cette situation de **concurrence directe de la Chine** peut expliquer que la France ait depuis quelques années lâché Gbagbo et se soit ralliée au candidat soutenu par les États-Unis, Ouattara (...). Et Sarkozy se veut le président français le plus proaméricain ayant jamais existé... *[quitte à rompre avec la Françafrique]*. En revanche, tous les communiqués officiels chinois depuis fin novembre ne favorisent explicitement aucun des deux prétendants, en proposant de *«traiter, de manière appropriée, les différends par le dialogue et les négociations»*.

Gbagbo, met dans son jeu plusieurs cartes impérialistes. Ce faisant, il n'a satisfait ni la France, ni les Etats-Unis. (...) Il a perpétué l'appauvrissement de son peuple, en bloquant les salaires depuis 10 ans. Il a poursuivi le démantèlement de l'école, de la santé, des services sociaux et de tous les secteurs vitaux. Il a aussi cherché à diviser les travailleurs ivoiriens, en continuant de promouvoir la politique ethniciste et xénophobe de l'«ivoirité» qu'avait imaginée son prédécesseur Bédié. Cette politique lui avait permis d'éliminer en 2000 son concurrent Ouattara et d'être élu président. Elle entretient les discriminations à l'égard des travailleurs immigrés venus principalement du Mali et du Burkina-Faso…

Les travailleurs de Côte d'Ivoire n'ont donc aucun intérêt à soutenir l'un plutôt que l'autre ; ils ont refusé de suivre le mot d'ordre de grève générale lancé par Ouattara. Par ailleurs, les «Jeunes patriotes» de Gbagbo ont bien moins de soutien populaire qu'en 2004.

Les travailleurs et le peuple ivoiriens ne pourront lutter contre l'impérialisme et s'auto-déterminer que par l'expropriation des multinationales, par l'expulsion des troupes françaises et de l'ONU, la liquidation de l'Etat semi-colonial, en un mot par une mobilisation révolutionnaire indépendante débouchant sur le gouvernement des travailleurs eux-mêmes…

...Quant à nous … c'est en combattant … notre propre impérialisme et ceux qui le servent … que nous pouvons manifester notre solidarité avec les travailleurs et la population de Côte d'Ivoire.

http://collectiftrnpa.wordpress.com

Les leçons d'une défaite

Le mouvement de l'automne 2010 contre le projet Fillon de réforme des régimes de retraite se sera finalement soldé par une défaite. Pour comprendre les raisons de ce nouvel échec, venant après celui de 2003, et surtout pour en tirer les leçons, il faut partir de l'analyse critique de la stratégie suivie par le cartel des confédérations syndicales que ces dernières sont parvenues à imposer au mouvement en le conduisant dans une impasse qu'il n'a su et pu éviter, soldant ainsi sa défaite finale.

Une stratégie perdante à priori

La principale caractéristique du mouvement de cet automne a en effet été l'hégémonie qu'y ont exercée les organisations syndicales, réunies pour la circonstance en un cartel allant des plus droitières (CFTC, CFE-CGC, UNSA) aux plus « gauchistes » (FSU, SUD) en passant par les organisations soi-disant réformistes (CGT, CFDT), FO jouant les électrons libres pour tenter de cacher qu'elle se ralliait quant au fond et quant à la forme aux précédentes. Elles auront finalement contrôlé le mouvement de son début à sa fin, en en fixant les échéances et le rythme, en lui imposant sa stratégie, sans que les éléments de radicalisation qu'il a pu connaître et sur lesquels je reviendrai, ne parviennent à les déborder et encore moins à les subvertir.

La stratégie syndicale, clairement exprimée et répétée à souhait par les différents leaders syndicaux (Chérèque et Thibault en tête), consistait à « *gagner la bataille de l'opinion publique* » : à mettre en évidence, à coup de manifestations de rue massives et répétées, appuyées de quelques journées de grève, que la réforme gouvernementale était impopulaire parce que perçue comme profondément injuste et que le gouvernement était de ce fait privé de toute légitimité démocratique en la matière, eût-il la légalité pour lui. Le présupposé en était qu'un gouvernement démocratique ne peut pas gouverner contre la rue et conduire à son terme une réforme aussi manifestement et massivement rejetée par le peuple (au sens politique du terme : l'ensemble des citoyens). Sauf à prendre le risque d'être lourdement sanctionné lors des prochaines élections générales. Elle visait donc à contraindre le gouvernement à retirer son projet, à tout le moins à ouvrir des négociations visant à l'amender d'une manière substantielle. Au cas où le gouvernement s'entêterait et passerait outre, en s'appuyant sur sa seule majorité parlementaire, elle impliquait que le mouvement s'arrête au terme de la procédure parlementaire et de la promulgation de la loi. Ce qui fut le cas.

Pareille stratégie n'était pas absurde a priori. Elle pouvait se prévaloir du précédent de novembre-décembre 1995 où, confrontés à un mouvement social de grande ampleur, Juppé et Chirac avaient dû sérieusement amender leur projet de « *réforme* » de l'assurance-maladie. Elle pouvait même invoquer un succès plus récent, celui du mouvement contre le « *contrat premier emploi* »

(CPE) au printemps 2006, lorsque, face à la mobilisation massive de la jeunesse lycéenne et étudiante, à une série de manifestations de plus en plus imposantes de par le pays et à l'entrée en lice des syndicats de salariés, de Villepin et le même Chirac avaient été contraints de capituler, en suspendant l'application d'une mesure législative fraîchement votée et promulguée. Sans doute, ce souvenir était-il cet automne dans toutes les têtes… y compris celles de Fillon et de Sarkozy.

Et, pourtant, cette fois-ci, cette stratégie a échoué, comme elle avait déjà échoué en 2003, lors du mouvement contre la précédente « *réforme* » de l'assurance vieillesse, alors déjà conduite par un dénommé Fillon… Cet échec n'est pas imputable à la faiblesse du mouvement de cet automne, dont la durée et l'ampleur des manifestations ont dépassé celles des mouvements de 1995 et de 2006, et même celles du mouvement de 2003, au plus fort du mouvement. C'est que, de l'une à l'autre des différentes équipes gouvernementales, si c'est bien toujours la même politique néolibérale qui constitue leur paradigme de référence avec ce qu'il implique de défense des intérêts du capital et d'agression contre ceux du salarié, le tandem Sarkozy-Fillon a changé d'attitude tout simplement parce qu'il se propose de franchir quelques notables échelons supplémentaires dans la mise en œuvre d'une pareille politique. Depuis 2007, à plusieurs reprises, Sarkozy et son gouvernement ont affirmé ne pas craindre l'affrontement social, voire le rechercher, en étant déterminés à ne rien céder : en un mot, ils ont clairement indiqué qu'ils étaient disposés à faire du Thatcher plutôt que du Chirac ou du Juppé.

En fait, dans ce changement de style et cette radicalisation dans la mise en œuvre de la politique néolibérale, s'exprime l'approfondissement de la crise structurelle du capitalisme au cours des trois dernières années. Ce qui a changé depuis 2006, ce n'est pas seulement l'identité des occupants de l'Elysée et de Matignon, c'est la situation économique mondiale : sont survenus entre-temps, successivement, l'éclatement de la bulle financière transnationale constituée autour de l'émission des prêts *subprime* aux Etats-Unis, la plus sévère récession économique globale depuis les années 1930, l'explosion des dettes publiques du fait des plans de sauvetage du secteur financier, de la récession économique et des plans de soutien anticrise, explosion encore aggravée par les mesures antérieures d'allègements fiscaux au bénéfice du capital et des détenteurs de hauts revenus et de gros patrimoine, l'aggravation de l'austérité salariale et de l'austérité budgétaire pour tenter de limiter les déficits publics, risquant d'enclencher une spirale dépressive au niveau mondial, le déchaînement de la spéculation sur les titres des dettes publiques européennes, les menaces d'éclatement de la zone euro voire d'abandon pure et simple de l'euro, etc.

Tel a été l'arrière plan immédiat de la « *réforme* » entreprise par Sarkozy et Fillon, qui explique à la fois la précipitation de son calendrier et l'intransigeance de sa mise en œuvre. Sous le regard des « *marchés* » (des opérateurs financiers porteurs et acquéreurs de titres de la dette publique) qu'il s'agissait de rassurer sur la capacité des Etats à contenir leurs déficits et à rembourser leurs dettes, il ne pouvait être question que de faire la preuve de sa capacité à imposer cette « *réforme* », quels que soient les moyens à employer à cette fin et quels que puissent en être les effets politiques (électoraux) à terme. Et cela même si, du point de vue de la maîtrise des déficits et de la dette publics, la portée de cette mesure sera tout à fait insignifiante voire contre-productive : les économies réalisées au profit de l'assurance vieillesse risquent d'être compensées (négativement) par les dépenses supplémentaires qu'il faudra faire prendre en charge par l'assurance chômage, du fait de l'aggravation certaine du chômage des seniors consécutive à l'allongement de la durée de vie active qui va leur être imposé. A moins de pratiquer des coupes claires dans l'assurance chômage aussi, ce qui n'est pas exclu du tout.

Plus largement, ce qui condamnait la stratégie syndicale à l'échec, c'est l'invalidation même de son postulat dans les conditions actuelles. Le présent gouvernement ne considère plus qu'il tient sa légitimité des urnes et qu'il est comptable, auprès de ses électeurs et plus largement de l'ensemble des citoyens, des ses engagements antérieurs ni plus généralement du bien public. Sa seule légitimité est désormais celle qu'il tient de son inféodation totale aux intérêts du capital et notamment de sa fraction hégémonique, le capital financier transnationalisé, via la gestion de la dette publique. Et les signes de cette légitimité ne sont pas recherchés par lui dans l'assentiment de l'opinion publique à ses mesures mais dans les évaluations portées sur sa politique par la commission de l'Union européenne, la Banque centrale européenne, le Fonds monétaire international et, en définitive, les agences de notation évaluant les risques encourus par les acquéreurs de titres de la dette publique. Dans cette mesure même, la légitimité démocratique est plus que jamais devenue un leurre, un voile fallacieux qui masque la seule véritable allégeance que se sentent tenus de respecter Sarkozy, Fillon et consorts : celle au capital.

Dans ces conditions, comment expliquer la persistance des organisations syndicales dans une stratégie aussi manifestement perdante à priori ? L'illusion sur le souci de sa légitimité démocratique de la part du gouvernement a sans doute joué – exprimant la permanence des illusions sur la démocratie parlementaire de la part des dirigeants syndicaux mais aussi des syndiqués et, plus largement, de tous les salariés qui, à la suite des uns et des autres, ont poursuivi cette stratégie tout au long des mobilisations périodiques qu'elle exigeait. Sans doute y a-t-il eu aussi de la part des uns et des autres une part de calcul politicien : en forçant le gouvernement à s'entêter et à passer en force devant le parlement une réforme impopulaire, on préparait les conditions de sa défaite au printemps 2012. En oubliant que le revers subi par toute la droite lors de l'affaire du CPE en 2006 n'a pas empêché son champion de remporter les présidentielles l'année suivante ni ses troupes de se retrouver majoritaires à l'Assemblée nationale dans la foulée.

Plus fondamentalement, perdante pour les salariés et pour leur base, cette stratégie ne l'était pas nécessairement, bien au contraire, pour les directions des organisations syndicales. D'une part, parce qu'en faisant ainsi, une fois de plus, la preuve de leur capacité à (con)tenir leurs troupes et de leur « *sens des responsabilités* », elles ont conforté leur légitimité à l'égard du gouvernement, qui est visiblement de plus d'importance à leurs yeux que celle qu'ils disent vouloir obtenir de leurs syndiqués et du salariat en général. D'autre part, il n'était que trop évident que, pour certaines aux moins d'entre elles, ses directions étaient acquises aux principes et même aux éléments clefs de la « *réforme* » de l'assurance vieillesse (notamment l'allongement de la durée de cotisation et, partant, de la vie active), ne contestant que l'absence de « *dialogue social* » et quelques éléments de contenu. Il est tout à fait symptomatique de ce point de vue que les principales confédérations syndicales n'aient jamais exigé le retrait du projet gouvernemental de réforme, se contentant d'appeler à l'ouverture de négociations…

Une occasion ratée

Le mouvement aurait pu se réduire à la précédente formule de la répétition de stériles manifestations de rue, appuyées de quelques « *journées d'action* », dans laquelle la stratégie syndicale prévoyait a priori de l'enfermer. Mais, rapidement, une partie du salariat et, plus largement, de la population française a adopté une posture plus offensive. Celle-ci exprimait la claire conscience que, pour faire reculer un gouvernement campant obstinément sur ses positions, il ne suffirait de battre le pavé avec insistance mais qu'une épreuve de force serait nécessaire. Elle signifiait donc implicitement une forme de rupture, au moins potentielle, par rapport à la stratégie syndicale. Mais le fait qu'elle n'ait commencé à s'exprimer qu'au bout d'un certain temps (les premiers signes en apparaissent dans la dernière décade de septembre et s'affirment nettement dans les premiers jours d'octobre), après que plusieurs journées de manifestations et de grèves à l'appel des confédérations syndicales eurent mobilisé un nombre toujours croissant de personnes, y compris dans les plus petites sous-préfectures de province, administrant ainsi la preuve et de l'impopularité de la « *réforme* » et de la résolution d'une partie significative de la population à s'y opposer, signifie que, involontairement, la stratégie syndicale a eu sa part dans la réunion des conditions de la formation et de la consolidation de ce potentiel de lutte, notamment en suscitant la création d'intersyndicales au niveau local, qui vont se charger d'animer le mouvement… au moins dans une premier temps, avant que les directions nationales ne sifflent la fin de la récréation ! Autrement dit, destinée à lanterner le mouvement et y ayant en définitive réussi, la stratégie syndicale a aussi produit, pendant un moment, des effets pervers conduisant une base salariale de plus en plus large à la déborder pour envisager de s'inscrire dans une épreuve plus large et plus durable.

Cette perspective a commencé à se matérialiser lorsque, dans différents secteurs, suite à la « *journée d'action* » du 23 septembre, des salariés ont commencé à s'installer dans la grève reconductible. Lorsque le mouvement a touché les terminaux pétroliers, l'ensemble des douze raffineries de pétrole et les dépôts de produits pétroliers, en

menaçant de paralyser à court terme le transport routier et, partant, une bonne partie de l'économie, notamment toute l'industrie fonctionnant à flux tendus, c'est la possibilité d'une généralisation de la grève qui a commencé à s'esquisser, tandis que des appels à la grève générale commençaient à se faire entendre. Et cette possibilité était manifeste au plus haut du mouvement, entre les journées du 12 et du 19 octobre, pendant lesquelles plusieurs millions de personnes sont descendues dans la rue et que les grèves et blocages se sont multipliés localement.

On sait que, finalement, cette possibilité ne s'est pas actualisée. Les raisons en sont multiples. Les moindres sont à chercher du côté du gouvernement et des traditionnelles tactiques, en pareils cas, de provocation-répression et de pourrissement. Si les premières, à propos desquelles de nombreux témoignages ont circulé sur Internet (notamment en ce qui concerne la répression de la manifestation de Lyon le 19 octobre), ont pu avoir quelques incidences sur le nombre des manifestants, elles s'avéraient de toute manière peu efficaces face aux piquets de grève ou aux occupations d'entreprises : on a vu comment des dépôts ont été réoccupés par les grévistes à peine les CRS ou gendarmes mobiles qui les avaient fait évacuer s'en étaient-ils retirés. Quant à la tactique du pourrissement du mouvement, consistant à attendre que le temps joue contre le mouvement, elle repose par définition sur un pari risqué car le temps peut aussi bien permettre au mouvement de grossir et de mûrir, de s'élargir et de se radicaliser. Différents signes d'une certaine fébrilité voire d'un début d'affolement ont d'ailleurs été perceptibles dans les sphères gouvernementales dans la dernière décade d'octobre : précipitation de la procédure parlementaire de vote de la loi, déclarations de Raffarin[1], etc.

En fait, ce sont bien une fois de plus les organisations syndicales qui ont sauvé la mise au gouvernement. Par leur inaction tout d'abord, valant démission à l'égard de la défense des intérêts du salariat qui est en principe leur fonction : elles n'ont strictement rien fait pour exploiter le potentiel de lutte qui s'était accumulé en cherchant à élargir le mouvement et à le radicaliser et ont explicitement refusé une généralisation des luttes, grèves et blocages, pourtant possible. Leur communiqué commun, cependant non signé par FO et SUD, du 21 octobre est explicite à ce sujet : alors que les grèves et les occupations se multiplient, il en appelle au « *respect des biens et des personnes* » comme un vulgaire professeur de droit ou maître de morale ; et, le dimanche 24 octobre 2010, à l'émission *C politique*, Thibault a clairement déclaré qu'il n'était « *pas question de bloquer le pays* », ce qui revient implicitement à souhaiter le reflux du mouvement. Et, en effet, loin d'activer la lutte, ces organisations auront tout fait pour la neutraliser en jouant elles aussi la montre (c'est le cas à partir de la fin octobre où elles n'appellent plus qu'à deux « *journées d'action* » espacées de dix jours – les 28 octobre et 6 novembre), en sabotant délibérément des initiatives de la base ou en montant des opérations « *coups de poing* » bidon (mal préparées, dont personne n'est informé… pour constater qu'elles ont échoué, faute de mobilisation)[2], en ne coordonnant pas la lutte entre les différentes entreprises et les différents secteurs ainsi qu'en isolant et en étouffant les pôles de radicalité (en particulier des raffineries de pétrole) qui auraient pu servir de points d'appui pour généraliser le mouvement.

Cependant ni la répression policière, ni la propagande gouvernementale relayée et amplifiée par les médias, ni même le dévoiement du mouvement par les organisations syndicales n'auraient pu opérer si la mobilisation du salariat n'avait pas présenté, tout au long de ces semaines, un certain nombre de limites évidentes. C'est de leur côté qu'il faut chercher les raisons essentielles de sa défaite finale.

En premier lieu, en dépit de la primauté du secteur privé sur le secteur public (pour la première fois depuis longtemps) comme force motrice du mouvement, il n'y a qu'une minorité de salariés qui se sont mis en grève. Ils se sont de surcroît concentrés dans un petit nombre de secteurs : chimie (raffineries), transports (SNCF, transports routiers et ports), services publics (enseignement, ramassage des ordures ménagères, santé, poste), pour l'essentiel – ce qui revenait, une fois encore, à faire supporter par une partie minoritaire du salariat la tâche écrasante de créer le rapport de force qui pourrait faire basculer le restant attentiste du salariat dans le mouvement. De même, il faut regretter la faible liaison et implication avec des franges et les marges du salariat (précaires et chômeurs), en dépit d'un début de mobilisation de la jeunesse lycéenne tandis que les étudiants ont été les grands absents, en dépit d'esquisses de mouvement de grève et de blocage dans quelques universités. Il est clair qu'on a payé ici le poids de la crise pesant sur la combativité des salariés par le biais du chômage, de la précarité, de la baisse du pouvoir d'achat sans compter les effets, sciemment recherchés, d'individualisation et de désorganisation des collectifs de travail par les nouvelles techniques de management des entreprises.

En deuxième lieu, il faut regretter l'absence ou, tout au moins, la faiblesse de la constitution de comités de lutte et de coordinations pour articuler et renforcer réciproquement les entreprises en lutte. La constitution de quelques assemblées locales interprofessionnelles (à Rennes, à Caen, à Tours, Paris, Le Havre, Lens, etc. – avec même une rencontre de délégués de ces assemblée à Tours le 6 novembre) et l'intervention de personnes extérieures venues renforcer les piquets de grève (notamment autour de certaines raffineries) et les opérations « coup de poing » (blocages routiers et autoroutiers, etc.) ont été autant d'embryons d'auto-organisation du mouvement, indiquant la direction que celui-ci aurait dû prendre massivement. Mais le caractère précisément embryonnaire de telles réalisations dit aussi combien le mouvement est resté en deçà du point où il lui aurait été possible de rompre l'hégémonie exercée sur lui par les organisations syndicales et commencer à créer une situation de réel affrontement avec le gouvernement en même temps qu'avec le capital. Ce point n'aurait pu être atteint qu'en généralisant les blocages des secteurs clefs de la production, à commencer par l'énergie et les transports. C'est une leçon à retenir pour la prochaine fois !

En troisième lieu, le renforcement quantitatif et la radicalisation politique du mouvement auraient supposé un élargissement de sa plate-forme revendicative. Discuter de l'avenir de l'assurance vieillesse et plus largement de la protection sociale, sur fond d'aggravation de l'endettement public et de poursuite des politiques néolibérales d'austérité salariale et budgétaire, d'allègement de l'imposition du capital, des hauts revenus et des gros patrimoines, devait fournir l'occasion de rouvrir les questions relatives à l'emploi, aux conditions de travail, à la redistribution des richesses, pour le moins. Et il

n'est pas utopique de penser que, dans ces conditions, les questions relatives à l'exercice de la propriété des moyens de production – sous forme par exemple des plans de licenciements collectifs, des politiques d'embauche des salariés, des choix d'investissements effectués par les directions d'entreprises, des banques, des fonds de placement, des plans de sauvetage par l'Etat des opérateurs financiers les plus exposés, etc. – n'auraient pas tarder à se poser, ouvrant des perspectives de radicalisation de plus vaste envergure encore. Que rien de tel n'ait été proposé dans le fil du mouvement ni a fortiori préparé en amont de celui-ci par les organisations syndicales dit, une fois encore, combien elles ont abandonné toute perspective de transformation sociale, même simplement réformiste. Mais que le mouvement lui-même n'ait pas fait émerger de telles questions dit, là encore, combien il était loin du compte.

En dernier lieu enfin, à aucun moment, même les secteurs les plus en pointe n'ont cherché à remettre en cause l'hégémonie des organisations syndicales sur le mouvement. Il est symptomatique qu'ils aient continué à interpeller leurs directions pour qu'elles lancent la grève générale, alors que tout indiquait que non seulement elles n'en avaient pas l'intention mais qu'elles travaillaient inversement à la rendre impossible. Et, surtout, cela signifiait que ces secteurs considéraient que la préparation et la mise en œuvre des conditions d'une grève générale n'étaient pas de leur ressort ; ce qui revient à dire que, en un sens, ils n'avaient pas encore compris ou réalisé ce que signifie une grève générale… Car on n'a jamais vu une grève générale lancée par une organisation syndicale ou un cartel de telles organisations.

La lutte des classes continue !

Et maintenant ? Gouvernement et patronat viennent d'enregistrer une nouvelle victoire. Pourtant, ils se sont bien gardés de tout triomphalisme. D'une part, parce qu'ils ont une claire conscience des conditions dans lesquelles la victoire a été obtenue (essentiellement grâce aux syndicats : cf. l'hommage répété de Sarkozy et de Fillon au « *sens des responsabilités* » des confédérations syndicales) et qu'ils sont passés près d'une épreuve de force dont il n'est pas certain qu'ils s'en seraient tirés victorieusement. Inutile donc d'agiter le chiffon rouge devant le taureau au risque d'indisposer les toréadors qui pourraient avoir du mal à contenir la bête excitée... D'autre part, patronat et gouvernement ont une conscience non moins claire de l'ampleur et de la profondeur de la crise structurelle dans laquelle le capitalisme est actuellement engagé et de ce qu'elle va impliquer : à la fois des dissensions de plus en plus graves entre les différents fractions territoriales du capital sur le plan mondial (y compris et notamment à l'intérieur de l'Union européenne) et la nécessité (de

leur point de vue) de nouvelles agressions contre le salariat, synonymes de nouvelles épreuves de force. Déjà se prépare une nouvelle « *réforme* » de l'assurance maladie[3]!

Dans ces conditions, on comprend aussi que les directions syndicales aient du souci à se faire. Certes, elles viennent de gagner un regain de légitimité auprès d'une partie du salariat (les nouvelles adhésions se sont multipliées à la CFDT et à la CGT durant le mouvement – ce qui dit la force de la persistance des illusions parmi les salariés) car elles semblent avoir été les seules capables de tenir tête au gouvernement – en dépit de la défaite finale. Mais, au fil de la répétition probable, dans les mois à venir, d'agressions du capital contre le salariat et de l'intransigeance croissante du premier qui ne leur laisse plus aucune marge de manœuvre (aucun « *grain à moudre* », comme disait feu le secrétaire de FO, André Bergeron), c'est leur discrédit qui risque au contraire de s'accroître au fur et à mesure où elles apparaîtront de moins en moins capables de défendre y compris les intérêts les plus immédiats des salariés, n'en ayant plus ni les moyens ni la volonté, et qu'elles pourront de moins en moins masquer leur nature de « chiens de garde » du capital. Sans compter que, sous l'effet de cette tension, non seulement le front syndical volera en éclats mais que certaines confédérations (et notamment la CGT) risquent de connaître une grave crise voire de scissionner.

Mais c'est du côté du salariat que les perspectives sont les plus contradictoires. Sans doute lui faudra-t-il un certain temps pour digérer ce nouvel échec, phase d'apathie et de repli que le gouvernement et le patronat vont sans doute mettre à profit pour tenter de lui asséner quelques mauvais coups supplémentaires. Mais, en même temps, comme toute phase de lutte de quelque ampleur et durée, et en dépit de son issue négative, cet automne se sera soldé par la hausse de la conscience politique chez tous ceux qui sont entrés dans le mouvement pour la première fois tout comme chez ceux qui n'en sont pas à leur coup d'essai. Aux uns et aux autres, il est apparu plus ou moins clairement à la faveur du raidissement du gouvernement que, aujourd'hui, non seulement le gouvernement n'est plus que le simple fondé de pouvoir du capital en général et du capital financier en particulier (l'affaire Woerth-Bettancourt ayant simultanément souligné l'étroitesse des liens unissant aujourd'hui les maîtres capitalistes à leurs valets ministres) mais que la moindre lutte réformiste ou même seulement défensive confronte directement les salariés aux exigences de plus en plus drastiques et inhumaines du capital, qu'elle souligne donc la nécessité d'une autre société. En même temps, elle aura fait apparaître que, face à la démission et la « trahison » des organisations syndicales, ils ne peuvent plus compter que sur eux-mêmes, sur leur détermination, leur volonté et leur courage ainsi que sur leur capacité collective d'auto-organisation pour défendre leurs intérêts et construire une autre société. Certes, il s'agit là sans doute d'acquis fragiles, d'autant plus fragiles que les contours et le contenu de ces différents éléments restent encore flous dans la conscience de la grande masse des salariés. Ce qui ne fait que souligner la nécessité et l'urgence d'un travail politique collectif (d'analyse, de discussion, de formation mais aussi d'organisation et de mobilisation) des groupes et des organisations qui entendent permettre au mouvement social de tirer les leçons de la lutte récente, de capitaliser son acquis et de s'armer idéologiquement pour les prochaines échéances, prévisibles ou non, de la lutte des classes et de les préparer activement. Un travail qui reste largement à mener et qui sera certainement de longue haleine. Au taf, camarades !

Alain Bihr

3) « Il faut rompre avec la politique du gouvernement, il faut une rupture sociale …, (sinon attention) il peut arriver des choses désagréables avant 2012. » Le Monde, 21 novembre 2010.

2) François Ruffin en donne un exemple au début de son article « Dans la fabrique du mouvement social », Le Monde Diplomatique, décembre 2010, page 22.

3) Cf. Gérard Deneux, « Prochaine offensive du MEDEF contre l'assurance maladie de la Sécurité Sociale », dans le présent n° d'A Contre-Courant, n°221, janvier-février 2011.

Prochaine offensive du MEDEF contre l'assurance maladie de la Sécurité Sociale

Après la bataille des retraites, qu'il vient laborieusement de gagner - et quand bien même Tsarko son homme de main du moment soit une valeur électorale déconsidérée - le MEDEF poursuit son offensive. A la crise du capitalisme, un seul remède : libéraliser encore plus, privatiser les secteurs publics rentables. Il a décidé cette fois de s'attaquer à la branche « maladie » de la Sécurité sociale, dont Tsarko, en fin de règne, a promis de commencer à en dénaturer la logique intergénérationnelle et solidaire, en créant une nouvelle branche « dépendance vieillesse » dans laquelle les assureurs privés pourront s'introduire. Mais cela n'est qu'entrée en matière.

Le 15 décembre 2010, Laurent Mauduit, sur le site *Mediapart,* a révélé le contenu d'une étude confidentielle du MEDEF, plus exactement de l'un de ses groupes de travail où siègent essentiellement les représentants distingués de la Fédération Française des Sociétés d'Assurances. Ce document, avalisé par les instances du MEDEF, se présente comme un argumentaire vibrant de réalisme, à faire ingurgiter aux prochains candidats pragmatiques à la présidentielle prochaine. La novlangue qui est employée, et dont on va servir quelques extraits, vise à berner les *gogos* individualistes que nous serions tous. Mais, derrière cette rhétorique en trompe-l'œil, se profile un argumentaire jouant sur nos réflexes prétendument égoïstes afin que la cupidité sans risque des assureurs privés soit satisfaite.

Novlangue et arguties assurantielles

Il nous faudrait croire ceux qui écrivent que « *l'assurance maladie (*de la Sécurité sociale*) est trop coûteuse »* car, voyez-vous, « *l'Etat providence n'est plus soutenable pour les années à venir ».* A les suivre, la déresponsabilisation des malades serait engendrée par le système, c'est une évidence : « *la branche maladie de la SS est assise sur une logique trop collective ».* Nous serions donc des consommateurs de soins boulimiques dont il faudrait restreindre l'offre et c'est la raison pour laquelle ces gens bien intentionnés proposent « *d'engager une réflexion systémique* (ça fait sérieux !) *pour conforter* ***notre*** (la leur ?) *système de santé, afin d'y introduire des* ***réformes courageuses*** (contre qui ?) *au plus tôt, sans doute après les élections présidentielles de 2012 ».* Comment ? Mais la recette est simple : il s'agit de « ***recentrer*** (ce terme va plaire à certains syndicalistes adeptes de la méthode) *l'assurance maladie sur des* ***missions*** *revues à* ***la baisse*** *pour permettre aux mutuelles et aux assurances privées de prendre le relais ».* Qu'en des termes choisis ces choses-là sont dites ! Mais ne s'agit-il pas d'un air déjà entendu qui claironne à faire grincer la nuit des cris d'oiseaux déplumés que nous serions tous ? Eh non ! Si le chacun pour soi l'emporte ! A preuve, leur présentation de statistiques reposant sur notre soi-disant volonté de ne pas payer pour les autres.

N'est-il pas, en effet, injuste que l'assurance maladie obligatoire (AMO) soit financée à 90 % par les actifs et seulement à 10 % par les retraités ? Alors même que les prestations de santé ne concernent que 60 % des actifs et 40 % des retraités ? Les têtes couronnées ne coûtent-elles pas trop cher aux actifs ? Pire, 5 % des bénéficiaires concentrent 51 % de l'AMO et, horreur ! ils sont remboursés à 93 % ! Mais, pourquoi donc les bien-portants devraient-ils payer pour les malades ? Certes, leur présentation statistique est plus euphémique mais leur présentation chiffrée assure le déroulement de leur logique cyniquement assurantielle : il n'y a pas de raison (!) que ceux qui ne consomment pas de soins, qui ne présentent aucun risque de santé, paient pour les plus grands consommateurs, à savoir les plus jeunes et les plus âgés. Faut-il instaurer un système de bonus-malus ?

En fait, ce qui est visé, c'est le système instauré en 1945 de solidarité intergénérationnelle, celui qui a fait baisser la mortalité infantile et qui, entre autres, a contribué à allonger la durée de vie. Cet acquis civilisationnel ne serait plus de mise, trop archaïque dans ce « *monde entré dans la modernité »* de la globalisation financière.

En conséquence, le processus de maltraitance de la santé publique en marche depuis plus de 20 ans doit résolument s'accélérer. Selon les chiffres officiels, en effet, les dépenses de soins médicaux remboursés par le régime de base de la SS (n') ont décroché depuis 2004 (ne) passant (que) de 77,1 % à 75,5 % en 2010, le reste à charge pour les assurés (n') augmentant, quant à lui (que) de 8,3 à 9,4 %. Bon, ce ne sont là que des moyennes, il y a bien pire pour des cas particuliers. Mais, le MEDEF n'en a cure, sa

logique c'est « pas de pitié pour les gueux » en particulier pour ceux venus d'ailleurs, car, voyez-vous « *il faut endiguer l'explosion (!) de l'aide médicale de l'Etat (AME) réservée aux immigrés en situation irrégulière ».* Sûr qu'Hortefeux et La Pen[1] vont reprendre en chœur cette fredaine grinçante pour le plus grand plaisir des oreilles xénophobes ! Au-delà de ces élucubrations, bien peu prophylactiques, le projet du MEDEF n'a d'autre ambition que celle d'accélérer l'asphyxie de la Sécurité Sociale à seule fin d'organiser la montée en puissance des assureurs privés.

Les « propositions » intéressées du MEDEF.

Le texte affirme d'abord un principe : « *l'assurance maladie obligatoire de la SS doit être* ***recentré*** *sur les risques lourds ».* Quant « *aux autres risques (*légers !), *ils doivent être confiés aux assureurs privés ».* Pas fous les bougres ! Ils se réservent ceux qui dépensent le moins en soins de santé. Bref, le MEDEF propose de recourir à cette vieille recette capitaliste, la socialisation des pertes (les contribuables paieront) et la privatisation des profits (les capitalistes empocheront) et nous serions conviés à promouvoir ce partenariat public-privé à deux vitesses. Pour ce faire, la modernité informatique est requise pour « *la transmission des données dont la Sécurité Sociale détient le monopole »* et ainsi, la concurrence libre et non faussé prévaudrait … L'on recourrait, pour ce faire, excusez les termes, à une « *concession de service public »* afin de *« mettre en place un dispositif de télémédecine » …* au plus près des clients (!).

Cette étape franchie, nous disposerions du libre choix dans un nouveau système à 3 niveaux. Le premier, c'est « *l'AMO à minima ».* Comme l'écrit Yann Fiévet[2] «*on appréciera la formule»* laconique. Deuxième niveau : « *l'assurance complémentaire obligatoire ou facultative»,* tout dépend de vos moyens. Quant au 3ième niveau, c'est celui de « *l'assurance maladie supplémentaire libre »* à vous de souscrire à cette option de qualité

Restent les conseils et recommandations que nos experts patronaux, pas avares en la matière, dispensent aux prochains gouvernants, qu'ils soient libéraux ou « socio »libéraux, car ces gens-là sont conscients des problèmes à venir et ne manquent pas de solutions. *« Pour les gros risques, la voie des franchises mériterait d'être approfondie, même si elle est mal tolérée par les Français ».*Et assurément, Bachelot n'en en pas fait assez. « *Il faut réduire les frais hospitaliers », « les établissements doivent être mis en concurrence avec une* ***extrême rigueur ».*** Bigre ! « *Le personnel non médical doit être externalisé »,* autrement dit privatisé, sous payé et précarisé. Ah ! La moderne flexibilité !

Mais, alors, pourquoi après avoir proposé ces « courageuses réformes » contre les salariés, les soignants et les patients, employer un ton interrogatif et un ton euphémique pour savoir si, demain, « *le régime de base doit se focaliser soit sur les plus démunis soit sur les plus malades » ?* C'est que, voyez-vous, « *les affections de longue durée coûtent trop cher et provoquent un déficit croissant ».* Ah ! Il eut été inconvenant de proposer le recours comptable à l'euthanasie …

Mais, surtout, ne touchez pas au grisbi des industries pharmaceutiques car, paraît-il, et il faudrait les croire, en ce qui concerne les coûts des médicaments remboursés par la SS, les modalités de mise sur le marché, les complaisances et les complicités des laboratoires, avec les autorités (!) politiques et les hauts technocrates grassement rémunérés : « *Tout ce qui a été fait en matière de maîtrise a été fait »,* circulez, il n'y a rien à voir. Servier, le Médiator empoisonneur, ami de Tsarko, décoré de la Légion d'honneur par lui, appréciera en ces temps difficiles.

Faut-il s'étonner que le MEDEF introduit comme chez lui dans l'Etat de la ploutocratie régnante, continue d'appliquer méthodiquement son programme, tel que Denis Kessler, le n°2 du MEDEF, patron des assurances AXA, l'a révélé dans toute sa candeur, le 4 octobre 2007, à l'hebdomadaire *Challenge* : *« Le modèle social français est le pur produit du Conseil National de la Résistance … Il est grand temps de le réformer et le gouvernement s'y emploie. Les annonces successives des différentes réformes peuvent donner l'impression de patchwork tant elles paraissent variées, d'importance inégale et de portée diverse : statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite, refonte de la sécurité sociale, paritarisme … A y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945 et de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance ».*

La lutte des classes ? Le plus grand milliardaire de la planète, Warren Buffett, répond : « *Il y a une guerre des classes, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches qui mène cette guerre et nous sommes en train de la gagner ».* Jusqu'à quand ? Cela ne dépend que de nous, et ce, sans illusions sur les faux prophètes de la gauche de droite. Comment ? En commençant, pour reprendre la ligne de conduite des *Amis de l'Emancipation Sociale « S'informer pour se libérer – Se libérer pour agir – Agir en s'auto organisant et s'auto organiser dans l'égalité ».*

Gérard Deneux

1) Selon l'expression de Sébastien Fontenelle – chroniqueur à Politis.

2) www.yanninfo.fr

Paru sur le site du FORMINDEP (http://formindep.org/spip.php?article397), un mois avant le rapport de l'IGAS, vous pourrez lire ci-dessous un document exceptionnel, abondamment référencé, (sur le site, des liens renvoient à d'autres textes plus détaillés) qui décortique l'ensemble des défaillances du système de santé et de la chaîne du soin et qui explique comment le scandale sanitaire du Mediator a été rendu possible, et comment la porte reste ouverte aux futurs Mediator.

Il y aura d'autres Mediator

La politique du soin : politique de santé publique ou politique industrielle ?

Le scandale du Mediator, médicament inefficace et dangereux qui aurait coûté la vie à plus de 500 personnes et ruiné celle de milliers d'autres, résume bien les tares d'un système de santé soumis à bien d'autres intérêts que ceux des usagers.

Il y a eu, il y aura d'autres Mediator. Ce n'est pas jouer les Cassandre que l'annoncer, car les conditions qui ont permis ce scandale, et que le *Formindep* ne cesse de dénoncer, restent réunies. Et certaines ne font que s'accentuer.

A chaque étape de la vie du médicament et des soins en général, l'interférence d'intérêts étrangers à la santé des usagers se fait sentir. Une stratégie de lobbying discrète mais efficace contre laquelle les acteurs de santé semblent étonnamment peu se prémunir.

L'extinction de la recherche publique indépendante

C'est sur la foi d'études cliniques exclusivement menées et financées par les firmes que s'évaluent aujourd'hui les traitements. Avec tous les biais que l'on peut craindre et que l'on a constatés a posteriori dans l'affaire du Vioxx par exemple : résultats négatifs occultés, pistes de recherche volontairement non explorées.

La recherche publique, à même d'apporter les analyses contradictoires nécessaires au débat et au progrès scientifique, et d'explorer les territoires laissés en friche par l'industrie, assure de moins en moins ce rôle. Et ce n'est pas -seulement- faute de moyens financiers. Le LEEM, lobby de l'industrie, siège désormais au conseil d'administration de l'INSERM, et c'est l'ensemble de la recherche biomédicale publique qui est priée de se mettre au service de l'industrie pharmaceutique, ainsi que le dénonce très clairement le collectif Sauvons la recherche.

Par la grâce des « partenariats public-privé », les firmes licencient aujourd'hui leurs propres chercheurs pour sous-traiter leur recherche à un secteur public paupérisé en quête désespérée de financements.

Une opération très rentable, car l'État subventionne cette sous-traitance à hauteur de 60 %, par un crédit Impôt Recherche majoré, mis en scène lors de grandes messes telles que celle du Conseil Stratégique des Industries de Santé en octobre 2009 à l'Élysée même [1] [2] .

La recherche en matière de santé est ainsi de plus en plus univoque, suivant les orientations de l'industrie : consacrée aux seules pathologies rentables, excluant les options thérapeutiques qui présenteraient un faible retour sur investissement, ignorant les questions gênantes. Le débat scientifique se réduit, le progrès médical s'essouffle.

Le manque d'indépendance des autorités chargées de l'évaluation

Le fait que l'AFSSAPS, agence chargée de délivrer les autorisations de mise sur le marché (AMM) aux médicaments, comme l'agence européenne, l'EMA, soit financée désormais dans sa quasi totalité par les firmes pharmaceutiques est dénoncé par la commission d'enquête du Sénat sur le médicament, comme par la Cour des Comptes, qui use de la litote : « *le mode de financement retenu n'est pas de nature à assurer l'indépendance de l'agence* ».

L'Agence rétorque que la majeure partie de ces redevances sont des taxes obligatoires. Certes, mais ce qu'omet l'Agence, c'est qu'en revanche rien n'oblige une firme à soumettre sa demande d'AMM à l'AFSSAPS, qui se trouve en concurrence sur ce « marché » avec l'Agence Européenne du Médicament, encore moins indépendante et surtout totalement opaque ; voire avec les Agences d'autres pays de l'Union Européenne, puisque des procédures de reconnaissance mutuelle d'AMM existent. L'Agence subit donc le dumping réglementaire de l'agence la plus conciliante, au risque de voir les demandes d'AMM, et les recettes afférentes, se détourner d'elle. Par ailleurs, la part de **prestations de services** à l'industrie est en hausse constante dans le budget de l'Agence, portant un autre coup à son indépendance.

Mais l'absence d'indépendance s'exerce encore -et surtout- à un autre niveau, qui constitue le cœur de l'action du *Formindep* : que penser de comités d'experts dont la plupart sont personnellement rémunérés comme consultants des firmes dont ils doivent juger les produits ? Ces liens sont maintenant pour beaucoup publiés, mais **la transparence n'est pas l'indépendance**, nous n'avons de cesse de le rappeler. D'autant que les montants de ces rémunérations, qui restent encore cachés, sont loin d'être anecdotiques. Comme l'a révélé l'Inspection Générale des Affaires Sociales il peut s'agir pour un leader d'opinion de 600 000 euros pour un seul contrat de consultant, bien plus que son traitement annuel d'hospitalo-universitaire [3].

Le *Formindep* est donc de retour devant le Conseil d'Etat pour obtenir que l'absence de respect des règles de gestion des conflits d'intérêts de deux groupes d'experts de la HAS soit sanctionnée par l'annulation des recommandations professionnelles qu'ils ont émises.

Quand bien même les agences de santé parviendraient à mener leurs travaux scientifiques de façon satisfaisante, les pressions qu'elles subissent pour autoriser, maintenir, rembourser ou recommander des médicaments et pratiques souvent sans grand intérêt et parfois dangereux, sont nombreuses. On se souviendra que Xavier Bertrand avait annoncé le remboursement du Gardasil en février 2007 avant même son évaluation par le Comité Technique des Vaccinations. Récemment, le Comité Économique des Produits de Santé (CEPS) a accordé au Multaq® (dronedarone) de Sanofi Aventis un prix 11 fois supérieur à la molécule de référence l'amiodarone, après que la Haute Autorité de Santé a été priée de revoir son évaluation « médiocre ». [4] Dans pas moins **d'une évaluation sur quatre,** la Commission de transparence de la HAS doit ainsi revenir sur un premier avis jugé trop sévère…

Une pharmacovigilance abandonnée aux firmes

Autorisés, les médicaments sont ensuite lâchés dans la nature. Même dans le cadre de Plans de gestion des risques, qui ne sont trop souvent que

des cache-sexe pour des AMM au rabais, les médecins ne sont pas informés correctement des risques du médicament. Ainsi, le Thésaurus des interactions médicamenteuses de l'AFSSAPS, référence légale sur laquelle doivent s'aligner les logiciels de prescription, n'a pas été mis à jour depuis 18 mois. En cas d'effets indésirables observés, les prescripteurs, censés les signaler, ne le font que rarement, y compris dans les cas graves. La sous-notification est importante, notamment en raison des conflits d'intérêts des médecins dont beaucoup craignent de se voir reprocher une mauvaise prescription. On estime communément que moins d'un centième des accidents sont ainsi signalés. Ce n'est que depuis le retrait du Mediator que les valvulopathies apparaissent sur les radars. On ne trouve que ce que l'on cherche, et les agences s'accommodent trop bien de l'absence de données de pharmacovigilance, diligentant peu d'études, et se montrant par ailleurs fort peu curieuses des données que leurs homologues européennes ou américaines mettent à leur disposition.

Ainsi, le Vioxx aurait provoqué 160 000 accidents vasculaires et tué plus de 27 000 personnes aux États-Unis. En France, l'AFSSAPS n'a publié aucune étude pour évaluer les dégâts et suivre les autres médicaments de la même classe des coxibs. Au contraire, elle a depuis mis sur le marché une molécule cousine, l'Arcoxia, que son homologue américaine la FDA a pour sa part rejetée par 20 voix sur 21. Les risques médicamenteux, comme les nuages radioactifs, s'arrêtent aux frontières de l'Hexagone.

De surcroît, les données de pharmacovigilance sont gérées en grande partie par les industriels eux-mêmes, depuis leur collecte chez les médecins jusqu'à leur codage dans les bases européennes. Il s'en est d'ailleurs fallu de peu qu'une directive européenne ne confie à l'industrie le soin d'autoréguler la pharmacovigilance…

L'absence de transparence des autorités de santé

Quand les autorités détiennent malgré tout des informations pertinentes, elles en font trop souvent la rétention. Le *Formindep* a déjà pointé du doigt la conception très particulière de la transparence qu'avait l'Agence Européenne du Médicament, qui méprise ses obligations légales en la matière. Pour mémoire, rappelons ce rapport de pharmacovigilance que l'Agence Européenne du Médicament a remis à la revue Prescrire, pourtant après le retrait de l'Acomplia, autre médicament inefficace et dangereux. L'intégralité de 66 de ses 68 pages, et jusqu'à la date, sans doute trop révélatrice de l'inertie de l'Agence, en avaient été occultées …

Une « formation » et une « information » médicales assurées par les firmes

La formation médicale continue et obligatoire des médecins est financée à 98% par les firmes. Elle est assurée par des médecins leaders d'opinion soumis aux firmes, les mêmes qui siègent dans les commissions d'experts des autorités de santé, sont sollicités pour définir les politiques publiques, s'expriment dans les media. La neutralité de l'information dispensée est plus que mise à mal, ainsi que l'analysait récemment une adhérente du *Formindep* à l'écoute de radioIFM, site de podcast financé par Sanofi-Aventis.

L'éléphant est au milieu du cabinet de votre médecin, et chacun feint de ne pas l'apercevoir. C'est cette aberration qui a conduit à la création du collectif puis de l'association *Formindep*, pour une formation médicale indépendante.

Outre la formation continue, c'est l'information elle-même qui est en grande partie contrôlée par les firmes. La presse médicale est, à de trop rares exceptions près (*Pratiques*, et *Prescrire* dont le Dr Irène Frachon souhaite voir « *exploser* » le nombre d'abonnés) majoritairement financée par l'industrie, par le biais d'encarts publicitaires, abonnements en masse, tirés à part. Le Syndicat National de la Presse Médicale lui-même s'en félicite : *« Le rôle de la presse médicale est ainsi essentiel : principal véhicule de l'effet de source en raison de la place qu'elle accorde aux leaders d'opinion ainsi qu'aux résultats des essais thérapeutiques et des travaux de recherche, elle est également le lien privilégié du soutien de la réputation du produit et de son image de marque par le relais que constitue la publicité. »* La ligne éditoriale de cette presse quasi gratuite s'en ressent : lorsque le livre d'Irène Frachon sur le Mediator est paru, le Quotidien du Médecin, titre le plus lu, a fait l'impasse mais a publié une publicité de la firme Servier niant le lien entre son produit et les valvulopathies, alors même que l'EMA venait de le reconnaître officiellement ! Le reste de la presse médicale est resté lui aussi silencieux, pour ne pas incommoder un annonceur et financeur de premier plan.

Les médecins lecteurs de cette presse publicitaire sont tombés de l'armoire en apprenant le retrait du médicament. *Prescrire* en revanche avait alerté ses lecteurs dès 1997, et dès 2005 exprimé son souhait de voir le produit retiré du marché…

Patients manipulés et complices

Si le Mediator est soupçonné d'autant de dommages, c'est aussi en raison de prescriptions à des personnes bien portantes, hors AMM. L'idée d'étendre la prescription de médicaments jusqu'à couvrir tous les aspects normaux de la vie, le *disease mongering* ou *façonnage de maladies*, est une tendance lourde, dont les media grand public et les patients se font les complices : médicaments pour perdre du poids, pour être plus performant sexuellement ou intellectuellement, surmonter sa timidité requalifiée "*phobie sociale*" ou calmer un enfant turbulent requalifié d'"*hyperactif avec déficit de l'attention*", etc.

Selon une étude de l'Organisation Mondiale de la Santé, dans 12 % des consultations le patient demande une molécule précise, une fois sur deux parce qu'il en a entendu parler via une publicité. Et dans 79 % des demandes, les médecins ont accepté de prescrire le médicament en question, alors que sans demande particulière des patients, ils n'ont prescrit ce même médicament que dans 26 % des cas. Prescrites massivement, les molécules font statistiquement davantage de victimes.

Les associations de malades sont généralement peu actives sur le sujet des conflits d'intérêts en santé et des dangers qu'ils comportent, car elles sont pour la plupart dépendantes des subsides de l'industrie et conseillées par des comités scientifiques constitués pour beaucoup des mêmes leaders d'opinion qui assurent indifféremment expertise pour les autorités, marketing pour les firmes, lobbying via les associations. Les associations de patients sont d'ailleurs un des axes majeurs de la stratégie marketing des firmes, ainsi que le relève l'étude de veille stratégique Eurostaf. Les associations de patients, particulièrement au niveau européen, viennent ainsi souvent au soutien des lobbies industriels : pression pour une accéléra-

tion des procédures d'AMM, pression pour une éducation thérapeutique financée par les firmes.

Enfin, le Collectif Interassociatif Sur la Santé (CISS), censé représenter les usagers du système de santé auprès des pouvoirs publics, réussit l'exploit d'être financé par ceux-là même, ainsi que par l'industrie. Coïncidence, il s'est distingué au cours de cette affaire par un silence assourdissant.

Lanceurs d'alerte exposés

Les lanceurs d'alerte, ces empêcheurs de tourner en rond, subissent un traitement inouï, fait de pressions, chantages, licenciements, diffamations. La puissance publique, loin de les protéger, s'en fait parfois la complice et l'instrument, malgré les annonces récurrentes de création d'un statut protecteur des "lanceurs d'alerte". Des échanges de courriels entre représentants de l'Afssaps et de Servier démontrent une incroyable convergence d'intérêts pour nuire au Dr Irène FRACHON.

Le Dr Bernard JUNOD, épidémiologiste et membre du *Formindep*, dont les travaux sur le surdiagnostic dans le dépistage du cancer du sein et son coût humain dérangent, a été mis à la retraite d'office par le directeur de l'Ecole des Hautes Etudes de Santé Publique où il était enseignant chercheur.

Dans de telles conditions, ces lanceurs d'alertes doivent être doublement salués, pour leur intégrité scientifique et morale, et pour leur courage.

Des soignants naïfs qui n'ont toujours pas choisi l'indépendance

Les quelques médecins qui ont choisi de se libérer des influences commerciales des firmes pour soigner ont pu protéger leurs patients du Mediator ainsi que d'autres produits inutiles et dangereux. Le *Formindep* se targue d'en regrouper un certain nombre.

Redisons le : il était possible dès le début de ne jamais prescrire de Mediator, d'abord du fait de son absence de preuve d'efficacité dans le traitement du diabète, puis, lorsque les effets indésirables ont été suspectés puis avérés, du fait de sa dangerosité. Les données fiables étaient connues et accessibles, principalement à travers la revue Prescrire.

Lors d'un drame sanitaire ou autre, un seul maillon de la chaîne est rarement en cause. La plupart du temps ce sont plusieurs maillons qui défaillent. Dans le système de soins responsable de la protection des patients, les soignants constituent l'ultime barrière de sécurité pour les patients en cas de défaillance des autres chaînons : firmes, autorités, expertise. Cette dernière sécurité, celle des médecins prescripteurs et des pharmaciens dispensateurs, elle aussi, n'a pas fonctionné. Elle a sa pleine responsabilité dans cette affaire et les patients ont raison de s'en émouvoir.

Les professionnels de santé, tant individuellement que collectivement ont une responsabilité éthique, renforcée par une obligation déontologique, de se former et de soigner selon les données actuelles de la science. A de trop rares exceptions ils ne l'ont pas fait pour le Mediator.

La formation à partir de données fiables et indépendantes, comme celles de la revue Prescrire par exemple, si elle s'avère nécessaire et indispensable, n'est pas suffisante. Il faut que les professionnels de santé décident une bonne fois pour toutes de rompre les liens néfastes, directs ou indirects, conscients ou inconscients, visibles ou invisibles, qui les soumettent aux intérêts des firmes. Se libérer des influences commerciales pour sa formation initiale et continue c'est soigner mieux à un moindre coût, c'est préserver des vies. C'est authentiquement prendre les moyens de "d'abord ne pas nuire", en ne se contentant plus d'en parler.

Des raisons d'espérer ?

Au terme de ce tableau bien sombre, il est légitime de se demander à quoi servent les autorités sanitaires françaises et européennes. C'est la question que pose un groupe de sénateurs autour de François AUTAIN (CRC), qui a obtenu la création d'une mission d'information sénatoriale sur les conditions de délivrance et de suivi des autorisations de mise sur le marché des médicaments. Comme les autres missions et commissions initiées par François AUTAIN, elle aidera sans doute à faire la lumière et tirer les leçons de ce scandale.

Du côté de l'Europe, les signaux sont brouillés, ainsi que le rappelle fort à propos le Collectif Europe et Médicament dans un récent communiqué. Un pas en avant : **les patients pourront désormais signaler eux-mêmes les effets indésirables médicamenteux**. Deux pas en arrière : le financement de la pharmacovigilance de l'EMA par des fonds publics, qui était « sanctuarisé » par la loi, sera désormais lui aussi assuré par les firmes, qui pourront de surcroît classer elles-mêmes les rapports d'effets indésirables dans la base européenne, malgré le risque d'altération des données que cela comporte.

La vraie raison d'espérer ne pourra finalement venir que des patients et usagers eux-mêmes. Car ce sont eux qui paient ces erreurs au prix fort. Les 500 décès imputés au Mediator ne sont que la pointe de l'iceberg. Chaque année 130 000 hospitalisations sont dues aux effets indésirables des médicaments. Soit 3 % du total des hospitalisations, un chiffre à rapprocher du déficit des hôpitaux, qui représente 1 % de leur budget. Quelle proportion pourrait être évitée par un meilleur contrôle en amont, et une information scientifiquement validée ?

Les effets secondaires des médicaments tuent 18 000 personnes chaque année, deux fois plus que la route. Une grande part de ces décès sont évitables. Où sont les radars sur la route des médicaments ? Mais au-delà des médicaments, c'est toute la définition des soins et même des maladies qui est polluée par des intérêts qui ne sont pas ceux des patients. Combien d'hommes et de femmes qu'on aura littéralement maltraités pour un « cancer » de la prostate ou du sein qui n'était qu'un surdiagnostic dû à un dépistage intempestif lourd de conflits d'intérêts ?

Combien de personnes âgées utilisées comme des cobayes pour des traitements anti-Alzheimer recommandés bien que grevés de contre-indications et d'effets secondaires, pour peu de bénéfices ? Combien d'actes thérapeutiques inutiles, d'objectifs de santé irrationnels et néfastes qui ne soignent que le chiffre d'affaires des firmes et détournent des ressources précieuses du système de santé ?

Il est temps que les usagers et patients se saisissent du problème des conflits d'intérêts en médecine, car ses conséquences se chiffrent en vies humaines. Leur défense ne peut reposer sur quelques individus ou groupes héroïques. Tous comptes faits ce sont simplement les outils de la démocratie qui doivent être utilisés : contrôle citoyen et transparence, primauté de l'intérêt général, indépendance des décisions et des institutions qui les émettent, séparation des pouvoirs, etc.

« La guerre est une affaire trop sérieuse pour être laissée aux militaires » disait Clemenceau. Notre santé est une affaire trop sérieuse pour être laissée à ces autorités-là.

[1] Des vérités cachées ont été dévoilées lors de la réunion du CSIS à l'Elysée le 26 octobre 2009

[2] Compte rendu dans la revue Pharmaceutiques

[3] Rapport de l'IGAS sur la rémunération des médecins et chirurgiens hospitaliers-janvier 2009,

[4] Le panégyrique que dressent, dans la livraison de novembre 2010 de la revue Pharmaceutiques, les responsables des firmes françaises à Noël RENAUDIN après ses 12 ans de présidence du CEPS, n'est pas la moindre illustration de l'action bénéfique du CEPS aux yeux des firmes, organisme chargé de fixer les prix des médicaments. Les inquiétudes liées à son départ ne sont plus justifiées, puisque l'affaire Mediator a permis qu'il soit reconduit à la présidence de ce "comité des forges" pharmaceutiques. Lire également l'intéressante enquête de la Mutuelle Générale des Cheminots sur le secteur pharmaceutique.

La stratégie de la dissimulation

Garder le silence, ne pas informer sur les conséquences sanitaires et environnementales de retombées particulièrement dangereuses ne relève pas de l'anecdote, ni de l'opportunité. Depuis des décennies, avec le développement des technologies de pointe, c'est une véritable stratégie qui, délibérément, intentionnellement, a été mise en oeuvre pour maintenir le public dans une complète ignorance de ses conséquences tragiques. Cette stratégie s'inscrit dans le cadre de la mondialisation capitaliste, les frontières économiques, stratégiques faisant place à des flux transversaux, transnationaux, et ne subsistant que pour l'individu appréhendé comme simple consumériste. C'est dire que cette stratégie de l'omerta concerne toute nation, tout Etat qui trouve intérêt à son utilisation - essentiellement les pays économiquement développés - et pas seulement des pays où la démocratie n'est pas la vertu la plus flagrante. Pays démocratiques (représentation parlementaire) et pays pseudo démocratiques (truquage des élections) se retrouvent ainsi sur un lien commun : l'autoritarisme. Car bien entendu il ne peut y avoir de stratégie du silence sans restriction du droit à l'opposition exprimée aux projets, aux décisions de technocratico-politiques prises par les puissants de ce monde sous la pression de lobbies pour qui seul compte le profit.

Pour appuyer cette analyse, ou plus modestement ce point de vue, référons-nous à quelques exemples caractéristiques – parmi bien d'autres – qui ont largement défrayé la chronique, une fois que la vérité, partielle la plupart du temps, a malgré tout pu filtrer.

TCHERNOBYL

Passons sur le nuage radioactif qui s'est arrêté miraculeusement à la frontière française, mensonge éhonté. Le professeur Pellerin qui à l'époque avait affirmé une telle absurdité ne craignait apparemment pas le ridicule; il fallait surtout ne pas causer de tort à la filière nucléaire française. Revenons plutôt à des faits moins connus du public.

La stratégie de la dissimulation a été orchestrée par l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique) qui n'est que le porte-parole du lobby pro-nucléaire, et qui a, depuis le premier jour, toujours minimisé l'importance de la catastrophe sur les retombées sanitaires et l'impact qu'elles eurent sur les populations proches. Il y a bien l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) qui aurait dû jouer son rôle de défense et de soutien des populations victimes, notamment celles vivant à proximité du lieu de l'explosion : biélo-russes, ukrainiennes, russes. Mais un accord signé en 1959, jamais remis en question, sous la pression de l'AIEA entre les deux instances, interdit à l'OMS d'informer les populations sur les effets des rayonnements ionisants sur l'individu sans l'aval de l'AIEA, qu'elle s'est toujours gardée de donner. L'OMS s'est ainsi trouvée piégée et est dans l'incapacité de jouer son rôle.

On en sait cependant un peu plus aujourd'hui. L'Académie des Sciences de New-York (NYAS)[1] a publié début 2010 le rapport le plus complet jusqu'alors de données scientifiques touchant à l'étendue des dommages occasionnés aux populations et à l'environnement. Il recense une grande quantité d'études recueillies dans les trois pays les plus touchés: Bélarusse, Ukraine, Russie. D'après les auteurs du rapport, les émissions radioactives ont été deux cents fois plus importantes que celle des deux bombes atomiques lancées sur Hiroshima et Nagasaki. Alors que l'OMS et l'AIEA ont avancé en 2005 un bilan s'élevant à 50 morts parmi les liquidateurs et 9000 décès *«potentiels, au total»*, et ce uniquement dans les trois pays les plus affectés, le rapport de la NYAS estime le nombre de décès des liquidateurs de 112.000 à 125.000 parmi les intervenants, et celui des irradiés dans le monde à 985.000 de 1986 à 2004, chiffre qui ne fait qu'augmenter.

Faut-il rappeler que des personnes meurent toujours des conséquences de l'explosion, faut-il répéter que des milliers d'études ont mis en évidence dans les pays les plus atteints l'augmentation des cancers de tout type, celle des maladies respiratoires, des affections diverses : cardiovasculaires, immunitaires, des malformations, des retards de développement mental, de la mortalité pré-natale...(n'en jetez plus!).Tous faits dramatiques que l'AIEA et l'OMS, ainsi que les gouvernements des pays les plus marqués, se sont bien gardées d'évoquer, exerçant une rétention totale dictée par les intérêts du lobby de l'atome avec la complicité des pouvoirs de décision. Un silence assourdissant qui dure depuis des décennies, un crime contre l'humanité !

Pas un mot non plus de leur part sur le coût des dépenses directes engagées dans les trois pays les plus affectés par la catastrophe : 500 milliards de dollars pour les vingt premières années, somme qui, rapportée au coût de la vie en Europe, représente 2000 milliards de dollars. Cette facture économique colossale, c'est celle investie dans l'ensemble de l'infrastructure nucléaire mondiale. Les risques - il y aura d'autres accidents – croissant, il serait peut-être temps que technocrates et décideurs, poussés par la pression populaire, en prennent enfin la mesure et réorientent la production énergétique vers des alternatives plus écologiques et plus sûres.

Second exemple : le MEDIATOR

On quitte ici la sphère mondialisée pour revenir dans le giron de l'hexagone. C'est dire que les responsabilités sont celles des pouvoirs publics nationaux. Le Médiator, médicament mis sur le marché par les laboratoires Servier en 1974, a, jusqu'au 17 décembre 2010, causé la mort d'au moins 500 personnes. En fait depuis cette date le «Figaro» a révélé que le nombre des décès se situait entre 1000 et 2000. Or, selon le «Canard Enchaîné» du 1er décembre dernier, *«les experts savaient dès 2006 que le Médiator était un tueur»*. Et il a fallu attendre 2009 pour qu'enfin il soit interdit. Ce produit contient une molécule, le benfluorex, responsable de graves effets secondaires, notamment cardiaques (valvulopathies) qui peuvent se manifester plus de dix ans après la première prise. La Commission de transparence de la Haute Autorité de Santé (HAS), saisie par le ministre de la Santé de l'époque (2006), Xavier Bertrand, casse les reins au produit miracle. Ces experts savaient donc. Curieusement, un mois plus tard, lors de la remise du rapport officiel, pas un mot de leur part sur la dangerosité du médicament, ni sur son inefficacité comme coupe-faim, pas un mot sur le fait que les Espagnols ont interdit le Médiator dès 2003. Les Italiens feront de même. Seule la conclusion pouvait alerter : «*cette spécialité ne présente pas d'intérêt en termes de santé publique»*. Quant à X. Bertrand, après avoir sollicité la commission d'experts, il ne tient aucun compte de son rapport. Et le Médiator continue son oeuvre. Rien qu'en 2006, plus de 300.000 personnes l'on avalé.

Question saugrenue : pourquoi ce silence des experts ? La logique économique aurait-elle primé sur la logique sanitaire ? Poser la question c'est déjà y répondre. On apprend ainsi par le *«Canard»* que au sein des diverses instances chargées d'évaluer les médicaments, 62 experts sont *«en lien d'intérêt rien qu'avec le laboratoire Servier».* Et celui-ci n'est pas seul bien sûr à avoir de tels rapports avec les experts. D'où l'émergence d'un soupçon qui va croissant et qui atteint même la toute récente secrétaire d'Etat à la Santé, Nora Berra qui, pendant dix ans fut appointée par l'industrie pharmaceutique, et dont la première réaction fut de voler au secours de Servier. Comme l'avait fait Sarko, au début de 2009, en remettant au patron du labo

la grand'croix de la Légion d'Honneur, le remerciant d'être *«une publicité vivante pour le médicament».*

Mais la problématique sanitaire va bien au-delà du simple Médiator, c'est tout le système qui est en cause. Deux mois avant l'interdiction du «tueur», la commission d'autorisation de mise sur le marché (AMM) donnait son feu vert à un troisième générique, c'est-à-dire à la même molécule portant un autre nom...

Missa est. Que peuvent compter, en effet, quelques centaines, voire milliers de morts face à la logique du profit des gros industriels pharmaceutiques que les autorités, non seulement ne contrôlent pas ou mal, mais auxquels elles apportent la plupart du temps un blanc-seing. Ils entreront tout simplement dans le registre des dégâts collatéraux.

Le sang contaminé

Comment ne pas rappeler l'affaire du «sang contaminé» qui, par certains côtés, se rapproche du scandale du Médiator, en particulier sur la question du soupçon. Les procès engagés à la suite de plaintes des victimes ou de leur entourage n'ont réussi qu'à déboucher sur la fameuse formule: *«responsable, pas coupable»*. L'amnésie des ministres, dits socialistes, et des hauts fonctionnaires de l'époque avait fait merveille.

L'amiante

Les industriels producteurs et les autorités publiques savaient depuis longtemps les sérieux dangers pour la santé des travailleurs exposés à la manipulation et à l'inspiration de ce poison cancérigène. Il aura fallu attendre la constitution d'associations de victimes de l'amiante, de dépôt de plaintes collectives pour que les premiers procès aient lieu et que les autorités sanitaires et politiques interdisent enfin l'amiante. Plusieurs milliers de décès déjà, des handicaps irréversibles, et ce n'est pas fini, les cancers pouvant apparaître quarante ans plus tard. Là aussi, aux alertes réitérées répondit longtemps un silence de mépris par la rétention d'informations sur des dangers pourtant connus.

Pour ne pas conclure

Les cas rapportés ci-dessus, chacun en conviendra, ne sont que la partie émergée d'un iceberg politico-économique profondément immergé, dont de temps en temps se détache quelques fragments qui remontent à la surface, et que même les media, de plus en plus aux ordres, ne peuvent totalement occulter.

Réaffirmons ce qui a été avancé en début d'article : la rétention de l'information touchant aux aspects négatifs et dangereux de retombées souvent mortelles ou agressant profondément l'intégrité du corps humain : radioactivité (Tchernobyl), pharmacologie (Médiator et autres), matériaux (amiante), manipulations (sang contaminé)... trouve sa source dans un choix délibéré : celui de privilégier l'intérêt économique et commercial au détriment de toute considération sanitaire et environnementale. Il suffit de consulter le compte-rendu du 4ème Conseil Stratégique des Industries de Santé qui s'est tenu en octobre 2009 à l'Elysée même, présidée par Sarko, réunissant plusieurs ministres (Santé, Industrie, Economie …) et les principaux industriels de santé français et étrangers pour en être convaincu. Pour Sarko, la France doit conserver une industrie de santé puissante. Mais pas un mot sur le principe de précaution ! Ce choix a été érigé en stratégie de l'occultation de l'information à l'égard des populations exposées à tous les dangers. Les autorités publiques, qui ont le pouvoir - et le devoir - d'intervenir sont trop souvent en conflit d'intérêt avec les groupes de pression industriels dont le travail de sape arrive à les amener à s'approprier la réalité des orientations économiques. Les fantoches au pouvoir, prétendant représenter le peuple, sont en fait les valets fidèles de ces groupes, prébendes et sinécures aidant.

Le problème, c'est qu'il en sera ainsi tant que le kapital sera le maître du monde. Alors, vaine la lutte ? Certes non. Il convient au moins de dénoncer fortement et le plus largement possible ces politiques nuisibles au plus grand nombre, mais très profitable à une minorité, comme le fait le groupe « FORMINDEP » qui a récemment mis en ligne un document très bien référencé, qui décortique l'ensemble des défaillances du système de santé et de la chaîne du soin, et que ACC publie dans ce numéro. Alors oui : **Résistance !**

Le 23-12-10 **J.F**

PS : Les révélations faites ces derniers temps ont permis la mise sur la place publique de ce nouveau scandale sanitaire, au grand dam des principaux protagonistes. Et l'on voit ainsi le tsar de l'Elysée, après avoir adoubé le patron de Servier, réclamer *«la lumière la plus complète sur cette affaire»*. Xavier Bertrand, l'actuel ministre de la Santé, est dans ses petits souliers. Il va devoir enquêter sur les silences d'un certain Xavier Bertrand, déjà ministre de la Santé en 2006. De quoi ne plus oser se regarder dans un miroir !

(1) Voir l'article d'Alison Katz dans Le Monde Diplomatique, déc. 2010

Sources principales : - Le Canard Enchaîné du 1er déc. 2010, et celui du 22 déc. - Le Monde Diplomatique, décembre 2010 : article «Conséquences de Tchernobyl».

Depuis de nombreuses années, les éditos d'ACC et d'AL sont publiés dans les deux revues, avec un léger décalage dans le temps, parfois, quand les dates de nos parutions respectives ne correspondent pas.

Nous publions ci-dessous l'édito du numéro 202 (janvier 2011) d' ***"Alternative Libertaire"***. En kiosque, cette revue coûte 2 euros au numéro. Elle est aussi est disponible par abonnement : 20 euros pour un an (11 numéros) à adresser à ***"Alternative libertaire"*** BP 295 75921 PARIS 9.

Face à la bête immonde

Mi-janvier, la principale force d'extrême-droite se réunira en congrès à Tours. Marine prendra sans aucun doute la succession de Jean-Marie et assumera l'héritage paternel sans problèmes.

Plus à droite encore, le groupe néo-fasciste des identitaires, à coup d'apéro «saucisson-pinard», progresse au point d'envisager de présenter un candidat aux présidentielles de 2012.

Il y a une vingtaine d'années, la jeunesse, unie en tant que catégorie sociale, «emmerdait le Front national». Aujourd'hui on peut constater que les réflexes et stéréotypes racistes ont malheureusement fait des progrès parmi la jeunesse et les travailleurs, plus particulièrement dans les régions dévastées par la crise économique.

La banalisation des idées et des «propositions» du F-Haine tient pour beaucoup à la prise en charge décomplexée des thèmes et du programme d'extrême-droite par les partis institutionnels et le gouvernement. Preuve en sont les dérapages contrôlés d'Hortefeux ou la récente et infâme «croisade» anti-Rrom du pouvoir sarkoziste.

Face à la bête immonde, le mouvement social doit réagir fortement. Deux événements convergents prouvent que c'est possible : une manifestation antifasciste unitaire est prévue le 15 janvier à Tours et un appel de syndicalistes est paru contre la politique xénophobe.

Alternative libertaire - janvier 2011

Nos lecteurs sont vigilants...

Nous publions ci-après la lettre de Christian, l'un de nos abonnés, qui réagit vis-à-vis de la série de deux articles sur la Palestine. Elle comporte des compléments et précisions intéressantes qui lèvent certaines ambiguïtés de compréhension, notamment s'agissant de l'importance de la diaspora palestinienne : le chiffre de 800 000 correspond aux expulsés de la guerre des 6 jours (source : Michel Collon «Israël. Parlons-en». A ce propos, Christian cite également un article de *Courrier International* de septembre 2010 dont nous reproduisons des extraits. *«S'il est vrai que le caractère expansionniste et colonial du sionisme préexistait à la guerre des Six jours, celle-ci provoqua dans l'opinion international, en particulier en Occident, une révélation-mobilisation anti-impérialiste qui n'existait pas auparavant, c'est ce que j'ai voulu souligner ».* Gérard Deneux

(Vous) indiquez que *«la guerre des Six jours (1967) et l'occupation de … révéla le caractère colonial et expansionniste du sionisme ».* On peut dire que ce « caractère » était déjà à l'œuvre en 1947-48, puisque tout le monde a constaté que les institutions sionistes, à commencer par l'Agence juive avec, à sa tête un Ben Gourion, sorte de proto-Etat, avaient fait semblant d'accepter le plan de partage onusien (27 novembre 1947) dans ses attendus territoriaux, à savoir 54 à 55 % de la Palestine mandataire pour Israël, le reste pour l'Etat arabe de Palestine, avec respectivement des populations non homogènes, non «ethniquement pures». Très important : Jérusalem, selon le plan, était un corpus separatum avec le statut de ville ouverte. Or, quel fut le comportement (et les objectifs) des forces armées sionistes ? Haganah, Palma'ch, groupes plus ou moins sous le commandement d'un centre comme l'Irgoun le Stern-Lehi...? S'emparer de Jérusalem (vers sept. 48, je crois) et d'autres zones, tout cela pour aboutir à une proportion de 78 % de la Palestine historique. La dernière opération militaire de l'armée sioniste, devenue Tsahal, est, je crois, la conquête d'Eilat pour qu'Israël ait un débouché sur la mer Rouge, en mars 1949, après bien des péripéties à répétition quant aux armistices, cessez-le-feu, ruptures de ceux-ci. Suite à cette opération, la situation a été figée par ce qu'on appelle la « ligne verte ». On le voit, le caractère agressif, terroriste en maintes occasions, expansionniste apparaissait déjà dans cette période. Même transgression de la légalité internationale par le non respect, la non application par le nouvel Etat - créé par l'ONU, une première – de la résolution 191 sur le droit au retour des réfugiés palestiniens.

A ce propos, l'éclatement du peuple palestinien, il est écrit p. 8 en haut à gauche que la *«diaspora palestinienne compterait 800 000 apatrides».* En fait, l'an dernier le HCR dénombrait dans le monde 11,4 millions de réfugiés dont … 4,6 millions de Palestiniens dont 1,5 million dans 58 camps[1] (source *le Monde)*.

Autre point : le Golan est syrien … au regard du droit international, et quoi qu'on pense du régime syrien, la Syrie a raison de revendiquer cette région (on se rappelle qu'Israël a rendu à la Syrie la ville de Kuneïtra (100 000 habitants) en 1974 … après moult destructions y compris d'ouvrages à usage civil).

Christian Iceta

1) Plus de 4 048 000 Palestiniens vivent aujourd'hui en Cisjordanie et dans la bande de Gaza… La diaspora palestinienne se compose essentiellement de réfugiés vivant au Liban (425 640, dont 226 533 dans 12 camps), en Syrie (472 109, dont 127 831 dans 9 camps) et en Jordanie (1 983 733, dont 341 494 dans 10 camps). Selon les estimations établies pour 2007 par les autorités palestiniennes, 667 055 expatriés palestiniens sont installés dans les autres pays arabes, notamment les pays du Golfe, 238 721 aux Etats-Unis et 303 987 dans d'autres pays. (Extrait de *«Moyen Orient. La vérité des chiffres»* paru dans *Courrier International* du 30 sept. Au 6 octobre 2010)

Nous avons fait paraître en page 11 de notre dernier numéro (le 220 - décembre 2010), un encadré intitulé *«Les dix stratégies de manipulation de masses»* attribué à Noam Chomsky. Plusieurs lecteurs nous ont fait savoir que nous avons été d'imprudentes victimes d'une fausse information qui circule sur intertnet : **ce texte, en effet, n'est pas de Noam Chomsky**.

Sous le titre *« Chomsky Parody : anatomie d'un faux texte de Noam Chomsky »* le **« Monde libertaire »** (hors série n° 40 (23 décembre 2010 – 23 février 2011) publie une analyse où on décortique ces «dix stratégies» dont l'intitulé et le contenu *«ne peuvent qu'éveiller la curiosité de toute personne attachée à la critique des médias, aux méthodes de persuasion de masse et aux moyens de s'en prémunir »*. Mais dont certains termes - et surtout un fond complotiste, crypto-conspirationniste - sont *« bien éloignés du rationalisme »* du célèbre linguiste auquel, d'ailleurs, la question de l'origine du texte a été posée.

Il a répondu : *« Je n'ai aucune idée d'où cela vient. Je n'ai pas fait cette compilation moi-même […]. Je suppose que celui qui l'a fait pourrait prétendre que ce sont des interprétations de ce que j'ai écrit ici ou là; mais certainement pas sous cette forme ni en tant que liste.»*

La question a été posée à Chomsky par un de ses amis, Jean Bricmont, qui commente : *« Le succès apparent de ce texte illustre bien la mauvaise compréhension de la pensée de Chomsky à propos de la « manipulation », à la fois chez certains de ses partisans et de ses adversaires. Lui et E. Herman, co-auteurs de* ***« La fabrique du consentement »*** *(ed. Agone, 2008) ne suggèrent jamais qu'il y a quelque part une organisation cachée qui « manipule les masses ». Ils montrent qu'il existe un certain nombre de filtres, liés à la propriété privée des médias, à la nécessité de la publicité, à l'action de groupes d'influence etc., qui ont pour résultat que la vision du monde véhiculée par les médias est extrêmement biaisée, mais tout cela fonctionne un peu comme l'idéologie chez Marx, un processus sans sujet. (…) Il y a bien des relations de pouvoir, des mensonges et des biais idéologiques, mais il n'y a pas de pilote dans l'avion.»*

Le n° 44 de la revue des Editions Agone (240 pages, 20 euros, ISBN : 978-2-7489-0130-6) est consacré au colloque organisé au collège de France le 28 mai 2010 lors du passage de Noam Chomsky à Paris.

Vu son thème : ***«Rationalité, vérité & démocratie - Bertrand Russell, George Orwell, Noam Chomsky»***, sa lecture devrait nous être profitable !...

Rencontres et lectures à contre courant

Les Temps Maudits

La dernière livraison (n°28 - Nov. 2010) de la revue anarcho-syndicaliste et syndicaliste révolutionnaire éditée par la CNT prend pour thème central la démocratie et les droits de l'homme, d'où le titre : ***"Le droit et les travers"***.

Après avoir posé, en introduction, la question de l'éthique des modes de lutte des "variables d'ajustement" que sont les salariés, la revue laisse la plume à pas moins de huit intervenants qui s'expriment chacun sur une problématique liée aux droits de l'homme. Comme dans les numéros précédents, la revue poursuit par la présentation de livres et conclut par une revue des revues.

Le n° : 7 euros. Abonnement (6n°) : 33 euros (soutien : 40 euros). Chèque à l'ordre de la CNT, ***"Les Temps Maudits"***, Bourse du travail, salle 15B, 42028 SAINT-ETIENNE cedex 1.

Qu'est-ce que le fascisme ?

L'ouvrage ne pose pas qu'une question d'histoire. Il pose une question d'une brûlante actualité. Car en explorant la variété des formes qu'ont pu prendre les fascismes – italien, allemand, français..- dans le passé, l'auteur relève une constante : son lien nécessaire et systématique avec le capitalisme.

Le fascisme est la réponse du capitalisme à la crise lorsque parlementarisme puis autoritarisme « ordinaire » ne permettent plus au système de se maintenir. Il est la réponse d'une oligarchie pour rester au pouvoir quand plus rien d'autre ne marche. Parce qu'il est impératif de comprendre comment naît, grandit et s'impose le fascisme pour pouvoir le combattre, ce livre est un acte de résistance.

« Qu'est-ce que le fascisme ? » De Larry Portis est paru aux Editions d'Alternative libertaire. 210 pages. 9 euros.

Que fait l'armée française en Afrique ?

Et de quel droit s'y trouve-t-elle encore aujourd'hui ? Si l'on en croit les discours officiels, elle n'y aurait plus depuis longtemps que des missions humanitaires et de maintien de la paix. La page du néocolonialisme et de la Françafrique aurait été tournée en même temps que finissait la guerre froide.
Ce "Dossier noir" examine, à travers de nombreux exemples concrets, la réalité de cette présence depuis deux décennies. Après un retour sur le dispositif néocolonial mis en place au lendemain des indépendances, il analyse - notamment à travers les conflits en Côte d'Ivoire ou au Tchad - les interventions militaires censées illustrer la "nouvelle" politique africaine de la France.
Entre héritage colonial et stratégies pour s'adapter à l'évolution des rapports de force internationaux, cette politique n'a jamais cessé d'être criminelle.
Militant de l'association Survie, l'auteur est également l'un des rédacteurs de Billets d'Afrique, bulletin mensuel d'information alternative sur les avatars de la politique africaine de la France.

« Que fait l'armée française en Afrique ? » de Raphaël Granvaud est paru aux Editions Agone.

(BP 70072 13192 Marseille cedex 20, http://agone.org .) 480 pages. 18 euros.

La pensée PowerPoint

Qui est aujourd'hui l'ennemi numéro un de l'armée américaine ? Les Talibans ? Al-Qaida ? L'Iran ? Non, l'ennemi, c'est PowerPoint, comme l'a affirmé, en avril 2010, le général des Marines James N. Mattis, selon lequel *" PowerPoint nous rend stupides "*. Apparu en 1987, ce logiciel destiné à fabriquer des présentations visuelles pour soutenir des exposés oraux est devenu en quelques années un outil indispensable de communication dans le monde de l'entreprise. Un outil dont le succès a dépassé les espérances de ses créateurs car, de fait, plus aucun domaine d'activité n'est épargné aujourd'hui par le défilement des slides animés et la succession des " buffet points " : Conseil d'Administration, assemblées municipales, publicité, etc, des ministères à l'école ou à l'hôpital. Franck Frommer présente la première enquête sur ce logiciel devenu incontournable et analyse en profondeur la "pensée" PowerPoint, avec ses listes à puces, ses formules creuses et sa culture du visuel à tout prix. Il apparaît que PowerPoint se révèle une puissante machine de falsification et de manipulation du discours, transformant souvent la prise de parole en un spectacle total où la raison et la rigueur n'ont plus aucune place. Plus grave, ce logiciel a fini par imposer de véritables modèles de pensée issus du monde de l'informatique, de la gestion et de la communication. Des modèles diffusés par des consultants à l'ensemble des activités sociales, distillant une novlangue indigente qui n'a pas d'autre effet que de nous rendre... stupides.

« La pensée PowerPoint » de Franck Frommer est paru aux Editions de la Découverte. 260 pages. 17 euros.

Ouvrière d'usine

Sylviane Rosière est aujourd'hui à la retraite. Elle était ouvrière d'usine. Dans un truc dur. Physique. Une usine de décolletage. En 2006-2007, pendant un an, elle a tenu un journal sur sa vie à l'usine. Des petits témoignages envoyés jour après jour à sa soeur, via Internet ont été rassemblés dans ce livre. La vie quotidienne de la majorité prolétaire est systématiquement niée. Méprisée. Lisez ce livre. Il cause de la vraie vie. D'un quotidien tatoué à l'exploitation et à l'oppression. Survivre avant tout. Cerné par cent mille petites lâchetés. Mais irrigué, sans cesse, par cent mille autres petites et grandes solidarités de classe.

« Ouvrière d'usine » de Sylviane Rosière est paru aux Editions Libertaires. 175 pages. 10 euros

La santé au travail en France : un immense gâchis humain

Ouvrage collectif réalisé par des médecins du travail de Bourg-en-Bresse. En France, la santé au travail est devenue une grave question de santé publique. Le bilan est un des plus mauvais d'Europe. Le refus des décideurs de remettre en question les organisations de travail pourtant très délétères aboutit à un cercle vicieux et à un rejet du principe de prévention. Aux causes anciennes (l'impunité des employeurs), s'ajoute depuis une bonne vingtaine d'années la religion de la rentabilité. Ceci a fini par aboutir à une véritable déshumanisation au travail. Il serait urgent de remettre l'homme au centre des préoccupations et de renoncer à l'aliénation des services de santé au travail aux employeurs. Un directeur de service nommé par le patronat ne peut être garant de l'indépendance du médecin du travail. Le gouvernement tourne le dos aux vraies pistes de solutions et verse du côté de l'intérêt unique des employeurs, allant jusqu'à des mesures contradictoires avec le Code de déontologie médicale inscrit dans la Loi, organisant un démantèlement de l'authentique métier de médecin du travail, privant les salariés d'une prévention indépendante indispensable. C'est dangereux pour les salariés; c'est aussi pathogène pour les praticiens de la prévention en santé du travail.

« La santé au travail en France : un immense gâchis humain » est paru aux Editions L'Harmattan (5-7, rue de l'École Polytechnique 75005 PARIS Tél : 01 40 46 79 20 / Fax : 01 43 25 82 03 http://www.editions-harmattan.fr) 13 euros -130 pages. ISBN : 978-2-296-12638-1

Je te confesse à toi Dieu «Capital» et à ta chère fille «Publicité» qu'en 2010 ...

o Malgré mes efforts, je n'ai pu absorber toute l'électricité nucléaire qu'on m'a proposée à si bas prix.

o Je suis allé encore régulièrement aux toilettes pendant les pubs sur TF1.

o Je n'ai pas lu les lettres que j'ai reçues en publipostage

o Je n'ai pas acheté suffisamment, au risque de fragiliser la croissance du pays.

o Chez mon dentiste, il m'est arrivé deux fois de feuilleter « Que choisir? ».

o Je n'ai pas placé mes allocations chômage dans un fonds de pension.

o J'ai réparé mes objets. J'ai bu l'eau du robinet.

o J'ai imaginé cultiver un potager pour être sûr de ce que je mange.

o J'ai entendu, et parfois écouté, des cris d'alarme..... écologistes!

o Je me suis surpris à penser que la consommation pouvait être une forme de soumission.

o Par peur du torticolis, je n'ai plus regardé les affiches dans la rue.

o J'ai omis de jeter certaines choses, au motif qu'elles pouvaient encore servir.

o J'ai eu du mal à croire que le porno chic libère la femme.

o Je ne suis pas arrivé à convaincre mes amis que les ventes d'armes favorisent la paix.

o Pendant plusieurs semaines, j'ai refusé mon obole à la Française des Jeux.

o Quand la ministre des Finances nous a demandé de voir la «lueur au bout du tunnel», je n'ai rien perçu.

o J'ai aspiré à la Justice sociale, sans tenir compte des contraintes économiques !

o Au cours de certains matchs télévisés , j'ai omis de lire les incrustations publicitaires.

o Faute de culture pub, j'ai manqué d'idées shopping.

o Je ne me suis toujours pas senti américain!

o Il m'est arrivé, par facilité, de prendre les transports en commun.

o Quelque chose en moi m'a empêché d'adhérer à l'idée que les intérêts des patrons et ceux des chômeurs sont les mêmes...

o Ne sachant pas combien je coûte, je n'ai pas su comment me vendre.

Et en 2011 ? Désolé, mais CE SERA PAREIL !

Extraits d'un texte de François BRUNE et Pierre NICOLAS, résistants à l'Agression Publicitaire.

De François Brune on peut toujours lire *"Le bonheur conforme"* (Editions du Seuil). Ça n'a pas pris une ride.

COMITE DE REALISATION

A. BIHR / H. COUPERNOT / L. DALSTEIN / G. DENEUX
J. FORTCHANTRE / O. MANGEOT / M. MANSOUR / B. MARION
B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER

BULLETIN D'ABONNEMENT

* * *

Abonnement 10 numéros (1 an)

- ☐ SIMPLE . . . . . 10 Euros
- ☐ de SOUTIEN . . . . . Euros
- ☐ Faibles ressources (selon possibilités) . .

(Chèque à l'ordre de: "**A Contre Courant**")

NOM_____

Prénom_____

Adresse_____

_____

_____

CPPAP
n° 0213 G 87630

Dispensé de timbrage

Mulhouse-CTC

A CONTRE COURANT
(service abonnements)
BP 12123
68060 MULHOUSE cedex 2

Déposé le 27/01/2011

PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Sommaire

Page 1 ..... Edito

Page 2 ..... Soutien à la libération des peuples : Côte d'Ivoire

Page 3 à 6 ..... Les leçons d'une défaite

Page 7 ..... Prochaine offensive du MEDEF contre l'assurance maladie de la Sécurité sociale

Page 9 à 11 ..... Il y aura d'autres Mediator

Page 12 et 13 ..... La stratégie de la dissimulation

Page 13 ..... Edito AL : Face à la bête immonde

Page 14 ..... Nos lecteurs sont vigilants...

Page 15 ..... Rencontres et Lectures

Page 16 ..... Je te confesse, à toi, Dieu Capital et à ta chère fille publicité qu'en 2010...

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)
et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : http://www.acontrecourant.org
Courriel : courrier@acontrecourant.org

Impression et Direction de publication :

JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE